



Département
de l'Essonne
Arrondissement d'Evry-
Courcouronnes

CCAS DE DRAVEIL

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

2609CC045

Service :
Affaire suivie par :
Nomenclature :
Objet :

CCAS
Ludivine SERBERA
9.1 AUTRES DOMAINES DE COMPETENCES-Compétence des communes
Convention tripartite relative aux modalités de fonctionnement du dispositif
départemental « ESSONNE TELEASSISTANCE » VITARIS

L'an deux mille vingt-six, le Mercredi 07 Octobre à 10h00, le conseil d'administration du centre communal d'action sociale de la commune de Draveil, légalement convoqué le 1 octobre 2026, s'est rassemblé dans la salle du cercle Guégan de Draveil, sous la présidence de Madame Anne-Marie JOURDANNEAU FORT, Présidente du CCAS.

La Présidente
Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.
Art R421-1 du Code de Justice Administrative : La juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. Le délai prévu au premier alinéa n'est pas applicable à la contestation des mesures prises pour l'exécution d'un contrat.
Art R421-2 du CJA : Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, dans les cas où le silence gardé par l'autorité administrative sur une demande vaut décision de rejet, l'intéressé dispose, pour former un recours, d'un délai de deux mois à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet. Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours. La date du dépôt de la demande à l'administration, constatée par tous moyens, doit être établie à l'appui de la requête. Le délai prévu au premier alinéa n'est pas applicable à la contestation des mesures prises pour l'exécution d'un contrat.
Art R421-3 du CJA : Toutefois, l'intéressé n'est forcé qu'après un délai de deux mois à compter du jour de la notification d'une décision expresse de rejet :
1° Dans le contentieux de l'excès de pouvoir, si la mesure sollicitée ne peut être prise que par décision ou sur avis des assemblées locales ou de tous autres organismes collégiaux ;
2° Dans le cas où la réclamation tend à obtenir l'exécution d'une décision de la juridiction administrative.
Art R421-4 du CJA : les dispositions des articles R421-1 à R421-3 ne dérogent pas aux textes qui ont introduit des délais spéciaux d'une autre durée.

Présents : Anne-Marie JOURDANNEAU-FORT, Mr Jean-Nicolas KALKIAS, Mme Annette CHEVEREAU, Mr Marc SAINT-JULIEN, Mme Marie-Françoise CHANARD-DUSSAUD, Mme Monique ALEXANDRE, Mme Karinne GAZAGNE, Mr Jean-François LE BOULCH, Mme Fabienne BELLAY,

Absents, Excusés, Représentés :

Absents, Excusés, non Représentés, Mme Josyane LANTHIER, Mme Louisette GIRONDEAU,

Absents non excusés : Mme Valérie HASCOET, Mme Cécile VIC

Secrétaire : Mr Marc SAINT-JULIEN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 123- à L. 123-9 et R. 123-1 et suivants

VU la délibération n° 2604CC008 du 15 Avril 2026 du Conseil d'Administration relative à la délégation de pouvoir consentie par le Conseil d'Administration.

VU La convention tripartite initialement en vigueur entre le Département de l'Essonne, le CCAS et la société **VITARIS**

VU le projet de convention,

CONSIDERANT que le Département de l'Essonne a fait évoluer son dispositif de téléassistance afin de mieux cibler ses critères de solidarité.

CONSIDERANT que la gratuité universelle de l'offre de base est soumise à

Art R421-5 du CJA : Les délais de recours contre une décision administrative ne sont opposables qu'à la condition d'avoir été mentionnés, ainsi que les voies de recours, dans la notification de la décision.

De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de justice administrative.

Notification le

Publication le

Transmission en préfecture le

des critères d'âge, de perte d'autonomie (bénéficiaires de l'APA), de handicap (PCH) ou de ressources médicalement justifiées.

CONSIDERANT qu'il est impératif pour les usagers non éligibles à cette gratuité de basculer vers un mode de facturation directe par le prestataire.

CONSIDERANT qu'il est donc nécessaire de régulariser la situation juridique et financière du service au niveau local en formalisant une nouvelle convention.

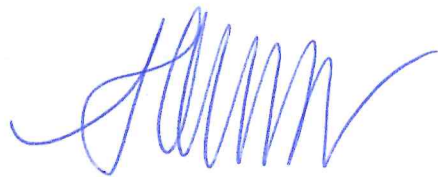
Le Conseil d'Administration après en avoir délibéré comme suit :

À 7 voix Pour et 2 abstentions

APPROUVE la nouvelle convention,

AUTORISE Madame la Présidente du CCAS à signer ladite convention et tous les documents y afférents.

Fait à Draveil, le 07 Octobre 2026



Anne-Marie JOURDANNEAU-FORT
Présidente du CCAS